

Il est temps d'abolir le nucléaire militaire

**LIBRE
PROPOS**
par **Gaspard
Koenig**



Parmi les dizaines de mails semi-publicitaires que j'efface mécaniquement chaque soir, l'un a été épargné au dernier moment : une pétition émanant de l'Ican (Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, prix Nobel de la paix en 2017) et « demandant au président de la République que la France soit observatrice à la première réunion des Etats parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), prévue à Vienne du 21 au 23 juin 2022 ». Quésaco ? Pour ma génération, éveillée politiquement après la fin de la guerre froide, la question des armes nucléaires semble être une vieille histoire, désormais réglée par le célèbre « équilibre de la terreur ». Les menaces répétées de Vladimir Poutine chatouillent néanmoins cette douce inconscience. Je me suis donc plongé dans l'histoire du TIAN.

A la suite d'une campagne internationale menée par les activistes de l'Ican, le TIAN fut voté par les Nations unies en 2017 à une majorité de 122 Etats, avant d'entrer en vigueur en janvier 2022. Evidemment, aucune des puissances nucléaires ni aucun des pays de l'Otan n'y a adhéré. La France s'en tient à la logique du traité de non-prolifération de 1968 (« vous renoncez tous, sauf moi »). Dans un discours sur la stratégie de défense en 2020, le président de la République a répété la doctrine gaulliste, à savoir que « la force de dissuasion nucléaire demeure, en ultime recours, la clé de voûte de notre sécurité et la garantie de nos intérêts vitaux ». Il n'est donc pas question d'interdire l'arme nucléaire, comme cela a pu être le cas, avec un certain succès, pour les mines anti-personnel ou les bombes à sous-munitions.

Et pourquoi pas ? N'a-t-on pas le devoir aujourd'hui de questionner cet équilibre de la terreur qui paraît soudain si précaire ? Notre sécurité minimale peut-elle être durablement assurée par la perspective d'une insécurité maximale ?

Quelles que soient les nuances des différentes doctrines nucléaires, toutes s'appuient sur le principe de la « destruction mutuelle assurée ». Celui-ci partage avec la science économique l'hypothèse d'une rationalité des acteurs, que l'on pourrait définir avec Spinoza comme un conatus : le désir de persévérer dans son être. Les économistes, influencés par les travaux de Daniel Kahneman et de Richard Thaler, ont largement

rompu au cours de la dernière décennie avec cette confortable fiction. Ils ont aussi intégré, grâce à Nassim Taleb, la probabilité infime mais réelle d'un événement de type « cygne noir » qui contredise tous les modèles prédictifs. Il est temps que les militaires s'inspirent de cette prise de conscience.

Il existe en effet deux catégories de dirigeants dépourvus de conatus, pour eux comme pour leur peuple : les justiciers, tel Ferdinand I^{er} à qui l'on doit la terrible devise « *Fiat justitia et pereat mundus* » (que la justice soit, et que le monde périsse) ; et les dictateurs, comme Hitler qui ordonna en mars 1945, par la directive dite « Néron », de détruire son propre Reich. Ces catégories se recoupent : il est probable que Vladimir Poutine, tout à ses fantasmes historiques, se voie comme le justicier de la Grande Russie. Quitte à anéantir la planète entière. Interrogé en 2018 sur la perspective de l'Armageddon nucléaire, il eut cette réflexion glaçante : « *A quoi bon ce monde s'il n'y a plus de Russie ?* »

Notre sécurité minimale peut-elle être durablement assurée par la perspective d'une insécurité maximale ?

Par ailleurs, comment ne pas craindre un « cygne noir » atomique quand deux mille armes nucléaires sont à tout moment prêtes à l'emploi dans le monde, que l'escalade diplomatique et militaire peut rapidement devenir hors de contrôle, et que la responsabilité du déclenchement repose peu ou prou sur un seul cerveau humain ?

Je signerai donc la pétition de l'ICAN. Je suis bien conscient que l'énoncé d'une telle interdiction ne changera rien du jour au lendemain et que les stratégies pour y parvenir, dans un monde où l'ONU est de moins en moins crédible, restent éminemment complexes. Mais nous avons bien le droit de décider, collectivement, de la finalité poursuivie par notre défense. L'arme nucléaire ne saurait en demeurer la clé de voûte. Pour éviter le « suicide collectif » déjà redouté par Albert Camus au lendemain de Hiroshima, pour ôter l'épée de Damoclès nucléaire suspendue sur la tête de l'humanité, la France devrait prendre les devants d'un désarmement général et total. « *Ce n'est plus une prière, concluait Camus, mais un ordre qui doit monter des peuples vers les gouvernements, l'ordre de choisir définitivement entre l'enfer et la raison.* »

Gaspard Koenig est fondateur du think tank GénérationLibre et chroniqueur aux « Echos ».